

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 14/08/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 Engenville

Références : 306/2024 - VAT20240437  
Code AIOT : 0010001019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 10/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois

bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois. L'établissement relève du régime de l'autorisation et du statut IED au titre des rubriques 3110 et 3642.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	(ex point 13) Aménagement de la ligne 27000 – bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art.6.2.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
14	Installations de transfert de pellets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Transporteurs	Arrêté Ministériel	/	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	à bandes	du 26/11/2012, article 26. IV.B		corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
16	Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1, 7.1 et 7.2.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	(ex points 2 et 3) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	(ex points 3 et 5 - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
5	(ex points 3 et 5) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus -2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	(ex point 14) Ressource en eau-moyen de défense	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Ressource en eau-moyen de	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	défense-réserves incendie	article Art. 7.8.3		
12	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/12/2021, article Art. 3.4.2	/	Sans objet
17	Bilan annuel épandage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.9.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 19/04/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 3.2.4.1 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>VLE de 100 mg/N m<sup>3</sup> lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,</li> <li>Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.</li> </ul> <p>Art. 3.3.1.2</p>

Unités de déshydratation, conduit n°1:

Paramètre : Poussières

- Évaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;
- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves

Enregistrement : Oui

#### Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NOx : 20%;
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NOx : 20 % de la valeur moyenne horaire; .
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

#### Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de

l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Constats :**

**Constats précédents :**

**C1 : L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels. (ex C1)**

**C2 : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement. (ex C2)**

**Réponse du 13/12/2023 :**

Par la présente nous souhaitons porter à votre attention les difficultés que nous rencontrons actuellement pour obtenir des valeurs fiables de concentration de poussière dans les fumées rejetées au moyen des analyseurs en continu.

Ces difficultés sont multifactorielles :

- Un effluent gazeux présentant des caractéristiques particulières : gaz humide chargé en poussières de matière agricole,
- La nature de l'effluent induit un encrassement régulier des sondes conduisant à des interventions répétées de nettoyage (en moyenne trois fois par jour),
- Manque d'assistance du fournisseur de sonde malgré nos nombreuses relances pour améliorer la fiabilité de l'équipement et des sondes.

Nous poursuivons nos actions pour chercher à fiabiliser ces équipements. Néanmoins nous avons la certitude que ces équipements installés ne sont pas adaptés aux caractéristiques des effluents à surveiller. Nous nous laissons jusqu'à la fin janvier 2024 pour conclure sur ce point et revenir vers vous. En cas d'échec, nous vous proposerons des mesures compensatoires pour poursuivre notre autosurveillance.

Nous vous adressons en annexe de la présente lettre le rapport APAVE des prestations réalisées sur nos 3 sondes poussières pour la qualification QAL2 de nos installations. Ce rapport conclue à la non qualification QAL2 des équipements. Ces non-qualifications s'expliquent par une absence de linéarité des valeurs ainsi qu'à une absence de corrélation des valeurs émises par nos sondes et des valeurs mesurées par l'APAVE.

En conséquence des éléments exposés ci-dessous nous ne sommes pas en mesure de respecter notre engagement de déclarer dans GEREPP les enregistrements issus des analyseurs en continu du paramètre poussières.

**Réunion en visio du 25/01/2024 :**

**Conclusion de la présentation :**

**Fiabilisation le suivi en continu tant en poussières que sur O<sub>2</sub>**

QAL 2 non validés

Pour parfaire les différents éléments avancés au cours de la présentation, SIDESUP demande un délai de 8 mois pour tester les améliorations apportées avec les différentes matières premières travaillées (luzerne, bois et pulpes).

L'exploitant a transmis un courrier, le 15/03/2024, demandant un sursis pour la mise en conformité de ses installations jusqu'à fin novembre 2024 pour la mise en place des mesures correctives identifiées et pour couvrir l'ensemble des périodes de déshydratation des matières végétales.

Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué :

- concernant l'encrassement des sondes de poussières, avoir mis en place un système d'injection d'air chaud empêchant les flux d'air humides de condenser sur la sonde et donc de l'encrasser,
- concernant la mesure en O<sub>2</sub>, qu'il projette de tester en semaine 27 une modification du système de filtration et de la mise en place d'un système de détection d'eau en amont et un système de purge sans intervention humaine afin de supprimer la condensation d'eau dans l'analyseur d'O<sub>2</sub> et le colmatage des colonnes de l'analyseur par les poussières fines.

L'inspection constate que la société SIDESUP progresse sur le sujet et la recherche de solutions. L'ingénieur d'optimisation industrielle détaché par la société Cristal Union est en charge de la recherche de solutions de mise en conformité.

Néanmoins, les écarts C1 et C2 de la visite précédente (risques chroniques) sont maintenus.

Aussi, les points 4a1 et 4b1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échus depuis le 08/02/2023, ne sont pas respectés.

De plus, une demande de résorption de ces écarts a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La demande de résorption des écarts C1 et C2 rappelée par la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023 est maintenue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 :** (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus

**Point de contrôle déjà contrôlé :**



- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023

#### **Prescription contrôlée :**

##### Art. 3.2.4.1

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :

- VLE de 100 mg/N m<sup>3</sup> lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,
- Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.

##### Art. 3.3.1.2

Unités de déshydratation, conduit n°1 :

Paramètre : Poussières

- Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;
- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves ;

Enregistrement : Oui

##### Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NOx : 20%;
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NOx : 20 % de la valeur moyenne horaire; .
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10

par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

#### Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### Constats :

##### Constat précédent :

**C3 : L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ».** (ex C3 et C6)

##### Réponse du 13/12/2023 :

Nous sommes actuellement en cours de réécriture de notre procédure « CONSIGNES D'EXPLOITATION : SUIVI DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES CONDUITE À TENIR EN CAS DE NON RESPECT DES VLE ».

Afin d'être conforme à notre arrêté préfectoral, nous devons définir nos périodes effectives de fonctionnement. Cette définition est complexe car le process de déshydratation de matières végétales, et en particulier la stabilité des lignes de production, est fortement dépendant de la matière entrante et du taux de matière sèche. Ceci est particulièrement vrai pour la luzerne. La pulpe surpressée et le bois (sciures) sont beaucoup moins sujets à variabilité du taux de matière sèche, du fait qu'ils sont issus d'un process de transformation préalable (sucrierie, scierie).

Le taux de matière sèche de la luzerne dépend notamment de la pluviométrie (taux de matière sèche faible) et du préfanage à plat (taux matière sèche élevé).

En phase de démarrage, l'équipe d'exploitation doit adapter en permanence les paramètres du foyer de combustion en fonction du taux de matière sèche, en particulier : débit d'énergie en

fonction de la température souhaitée en sortie de sécheur. La régulation est alors manuelle.

Tant que le régime nominal n'est pas établi (consigne de température en sortie sécheur atteinte), la concentration en poussières varie fortement.

La variabilité du taux de matière sèche entraîne l'hétérogénéité de la concentration en poussières, plus particulièrement lors de la phase de démarrage.

Lorsque la température de sortie sécheur est atteinte, les installations sont passées en régulation automatique.

La phase d'arrêt est également dans ce cas.

Les installations sont également soumises à changement de cadence. En effet, le taux de matière sèche peut varier de manière assez significative au cours d'une même journée, ce qui signifie que la température en sortie sécheur n'est jamais atteinte.

Nous ajouterons également à notre procédure, le process de détermination des valeurs moyennes horaire et journalières afin de définir notre conformité par rapport aux VLE exposées dans notre arrêté.

Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir repris cette procédure dans l'attente de la fin des travaux de mise en conformité des émissions de poussières (cf PdC n°1) pour une automatisation des données.

**Aussi, l'écart C3 de la visite précédente (risques chroniques) est maintenu.**

**En conséquence, le point 4c de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est pas respecté.**

**De plus, une demande de résorption de cet écart a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La demande de résorption de l'écart C3 rappelée par la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023 est maintenue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 :** (ex points 2 et 3) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisé/diffus

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023

**Prescription contrôlée :**

Art. 3.2.4.1

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :

- VLE de 70 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation bois, pulpe de betteraves ou luzerne,
- Flux massique horaire de 2,85 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.

Art. 3.3.1

Unités de déshydratation, conduit n°1 :

Paramètre : NOx

- en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;

- 1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves

Enregistrement : Oui

Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NOx : 20%,
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NOx : 20 % de la valeur moyenne horaire ;
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

#### Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### Constats :

##### Constat précédent :

**C5 : Compte tenu de l'enregistrement du paramètre NO et non NOx et des valeurs affichés en ppm et non en mg/Nm<sup>3</sup>, l'exploitant ne justifie pas du respect des VLE du paramètre NOx lors des enregistrements de la surveillance en continu.**

##### Réponse du 13/12/23

À l'instar des analyseurs en continu de poussières, nous éprouvons des difficultés à faire fonctionner les trois analyseurs en continu des NOX sur nos lignes. Les trois analyseurs ne fonctionnent plus depuis le 17/08/2023.

Nous rencontrons des difficultés depuis leur installation le 08/12/2022.

Trois phénomènes sont en cause :

- L'encrassement très rapide des filtres de protection des analyseurs qui, une fois colmatés, empêchent le passage des gaz à analyser. La fréquence de remplacement des filtres varie d'un remplacement par heure à un remplacement tous les quarts d'heure
- L'accumulation d'eau dans les tuyaux convoyant les gaz à analyser, qui se retrouve pompée par les analyseurs occasionnant ainsi un colmatage prématuré des filtres,

- Une inertie dans les échanges avec le fournisseur des analyseurs pour rechercher la cause des problèmes ci-dessus et apporter des solutions (société TECORA).

Les investigations réalisées ont montré que la cause racine des problèmes cités ci-dessus provient des colonnes de préparation des gaz en amont des analyseurs.

Ces dernières bien que fonctionnelles ne donnent pas les résultats attendus en termes de performances (élimination des poussières inefficace et source d'eau parasite dans le circuit d'analyse).

Vous trouverez ci-dessous le dernier rapport du technicien de la société TECORA rédigé suite à la visite du 20/10/2023.

Nous sommes en attente de retour depuis le 23/10/2023 de la part de la société commercialisant les colonnes de préparation de gaz au sujet des problèmes rencontrés.

Un point d'attention a été remonté par notre filière LCA le 13 septembre dernier dans un courrier destiné à la DGEC : « ces nouveaux analyseurs NOx de marque MADUR, qui ont été installés en 2022 et qui sont en fonctionnement depuis plusieurs mois sur Sidésup, sont encrassés de façon chronique (filtres changés quotidiennement). En effet, d'une part, la technologie des analyseurs NOx a été modifiée par MADUR et, d'autre part, la nature et la composition des gaz de combustion ne facilitent pas la représentativité et la fiabilisation de la mesure et cette nouvelle technologie est vraisemblablement peu adaptée aux conditions d'humidité et d'encrassement par les poussières ; conditions qui sont intrinsèques au procédé de séchage ».

Comme exprimé dans le courrier de LCA du 13 septembre nous sollicitons un échange avec vos services sur ce sujet afin de pouvoir trouver une solution qui soit réglementairement acceptable, permettant au site de Sidésup de recourir à une autosurveillance par mesures ponctuelles des NOx.

Pour faire suite à cette demande, par courrier du 15/03/2024, la préfecture du Loiret a indiqué à l'exploitant la suppression de l'obligation de la mesure en continu du paramètre NOx. L'arrêté préfectoral sera modifié ultérieurement.

**Aussi, l'écart est abandonné.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** (ex points 3 et 5 - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance en continu des rejets atmo.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023

### Prescription contrôlée :

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles-définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

[...]

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.

### Constats :

#### Constat précédent :

**C6 : Pour le paramètre NOx, l'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issus des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST. (ex C7 modifié)**

#### Réponse du 13/12/23

À l'instar des analyseurs en continu de poussières, nous éprouvons des difficultés à faire fonctionner les trois analyseurs en continu des NOX sur nos lignes. Les trois analyseurs ne fonctionnent plus depuis le 17/08/2023.

Nous rencontrons des difficultés depuis leur installation le 08/12/2022.

Trois phénomènes sont en cause :

- L'encrassement très rapide des filtres de protection des analyseurs qui, une fois colmatés, empêche le passage des gaz à analyser. La fréquence de remplacement des filtres varie d'un remplacement par heure à un remplacement tous les quarts d'heure
- L'accumulation d'eau dans les tuyaux convoyant les gaz à analyser se retrouve pompée par les analyseurs et occasionne ainsi un colmatage prématuré des filtres,
- Une inertie dans les échanges avec le fournisseur des analyseurs pour rechercher la cause des problèmes ci-dessus et apporter des solutions (société TECORA),

Les investigations réalisées ont montré que la cause racine des problèmes cités ci-dessus provient des colonnes de préparation des gaz en amont des analyseurs.

Ces dernières, bien que fonctionnelles, ne donnent pas les résultats attendus en termes de performances (élimination des poussières inefficace et source d'eau parasite dans le circuit d'analyse).

Vous trouverez ci-dessous le dernier rapport du technicien de la société TECORA rédigé suite à la visite du 20/10/2023.

Nous sommes en attente de retour depuis le 23/10/2023 de la part de la société commercialisant les colonnes de préparation de gaz au sujet des problèmes rencontrés.

Un point d'attention a été remonté par notre filière LCA le 13 septembre dernier dans un courrier destiné à la DGEC : « ces nouveaux analyseurs NOx de marque MADUR, qui ont été installés en 2022 sont en fonctionnement depuis plusieurs mois sur Sidésup. Ils sont encrassés de façon chronique (filtres changés quotidiennement). En effet, d'une part, la technologie des analyseurs NOx a été modifiée par MADUR et, d'autre part, la nature et la composition des gaz de combustion ne facilitent pas la représentativité et la fiabilisation de la mesure et cette nouvelle technologie sont

*vraisemblablement peu adaptées aux conditions d'humidité et d'encrassement par les poussières ; conditions qui sont intrinsèques au procédé de séchage ».*

Comme exprimé dans le courrier de LCA du 13 septembre, nous sollicitons un échange avec vos services sur ce sujet afin de pouvoir trouver une solution qui soit réglementairement acceptable, permettant au site de Sidésup de recourir à une autosurveillance par mesures ponctuelles des NOx.

Pour faire suite à cette demande, par courrier du 15/03/2024, la préfecture du Loiret a indiqué à l'exploitant la suppression de l'obligation de la mesure en continu du paramètre NOx.  
L'arrêté préfectoral sera modifié ultérieurement.

Aussi, l'écart est devenu sans objet. Le point 4d de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, est devenu sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : (ex points 3 et 5) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance en continu des rejets atmo.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles-définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

[...]

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.

Constats :

Constat précédent:

C6 bis : Pour le paramètre débit, l'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issus des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST. (ex C7 modifié)

Réponse du 13/12/2023 :



<p>Le débit des conduits est calculé à partir des données transmises par les fournisseurs des ventilateurs principaux du circuit (débit en fonction de la delta P).</p> <p>Le débit de gaz étant ici l'inconnu, la delta P et la température de gaz étant mesurés, une équation donnant le débit en fonction de la delta P à une température donnée a été établie en interne à partir des données précédemment citées.</p> <p>L'équation est la suivante :  <math display="block">Q = 6,06.107 \times P^3 - 0,0082 \times P^2 + 43,386 \times P - 0,0478 \times T^3 + 14,101 \times T^2 - 1420,4 \times T + 61547</math> Avec Q (débit) en <math>m^3.h^{-1}</math>; P (delta P) en Pascal ; T (température) en °C</p> <p>L'inspection prend note des éléments transmis et n'a pas de remarque.</p> <p><b>Ecart levé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2  VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement  cf tableaux des VLE et flux dans l'AP</p>
<p><b>Constats :</b></p>
<p><b>Constat précédent :</b>  <b>C7 : L'exploitant ne respecte pas les flux applicables aux unités de déshydratation et la campagne de mesure de mai 2022 sur la ligne 25000 est incomplète (absence de mesure des métaux).</b></p> <p><b>Réponse du 13/12/2023 :</b>  Nous avons questionné l'organisme agréé (APAVE) chargé des prélèvements et analyses de nos rejets.</p>

Les résultats des analyses en flux seront exprimés sur gaz humide avec correction d'O<sub>2</sub>. Cette préconisation prendra effet immédiatement et sera réalisée lors de nos prochaines campagnes de mesures établies en décembre 2023.

Pour l'incertitude des résultats liés aux écarts à la norme, l'APAVE précise dans l'intégralité de ces rapports, l'impact de ces écarts sur les résultats. Veuillez trouver ci-dessous un tableau récapitulant les écarts ainsi que l'influence de ces écarts sur nos résultats, lors de notre dernière campagne de mesures.

Après une analyse de nos rapports établis au cours de l'année 2023, l'impact sur la conformité des résultats est soit sans objet (pas d'impact), soit faible.

Nous sommes dans l'attente de proposition de la part de l'APAVE pour améliorer leur retour sur l'évaluation de l'impact sur les incertitudes.

Nous vous transmettrons dès réception, le rapport APAVE de notre campagne de mesures réalisée au cours du mois de décembre 2023 comprenant les modifications explicitées ci-dessus.

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les mesures par campagne de déshydratation et par ligne de séchage :

- Rapport APAVE - Four 27000 campagne bois - mesure du 06 au 08/02/2023,
- Rapport APAVE - Four 25000 campagne luzerne - mesure du 30/05 au 01/06/2023,
- Rapport APAVE - Four 27000 campagne luzerne - mesure du 27/06/2023,
- Rapport APAVE - Four 25000 et 27000 campagne luzerne - mesure du 26/07 au 01/08/2023,
- Rapport APAVE - Four 25000 et 27000 campagne betterave et 30000 campagne luzerne - mesure du 09 au 12/10/2023,
- Rapport APAVE - Four 25000 campagne bois - mesure du 19 au 20/12/2023,
- Rapport APAVE - conduits 3 et 4 cyclo-dépoussiéreurs ligne 25000 et 30000 - mesure du 13/10/2023,
- Rapport APAVE - Four 25000 et 27000 campagne bois - mesure du 18 au 12/03/2024,

Le cyclofitre des refroidisseurs n'a pas fait l'objet d'un contrôle du fait que la passerelle pour le contrôle n'était pas réalisée et donc le conduit de rejet inaccessible à la date du contrôle du 13/10/2023. **Ce contrôle devra être effectué au titre de 2024.**

La ligne 30000 n'a pas fait l'objet d'un contrôle en simultané avec la ligne 25000 (cheminée de rejet commune) pour les campagnes bois et luzerne du fait que l'utilisation de cette ligne est limitée compte tenu des prix du gaz naturel toujours supérieurs à ceux de la biomasse. L'exploitant a indiqué utiliser la ligne 30000 lors de la campagne luzerne.

Concernant le contenu des rapports de contrôles, des anomalies en flux sont mentionnés.

- Rapport APAVE - Four 27000 campagne bois - mesure du 06 au 08/02/2023 - **conduit 7 : anomalies flux SO<sub>2</sub>/COVnm/NO<sub>x</sub>/Cd+Hg+Tl et vitesse d'éjection trop faible,**
- Rapport APAVE - Four 25000 campagne luzerne - mesure du 30/05 au 01/06/2023 - **conduit 1 : anomalie concentration et flux poussières et vitesse d'éjection trop faible,**
- Rapport APAVE - Four 27000 campagne luzerne - mesure du 27/06/2023 - **conduit 7 : vitesse d'éjection trop faible,**
- Rapport APAVE - Four 25000 campagne bois et 27000 campagne luzerne - mesure du 26/07 au 01/08/2023 - **conduit 1 : vitesse d'éjection trop faible et conduit 7 : anomalie flux Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Znet vitesse d'éjection trop faible,**

**Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Znet vitesse d'éjection trop faible,**

- Rapport APAVE - Four 25000 et 27000 campagne betterave et 30000 campagne luzerne - mesure du 09 au 12/10/2023 - **conduit 1 ligne 25000: anomalies flux NOx/COVNM/Cd/Pbet vitesse d'éjection trop faible, conduit 1 ligne 30000: anomalie flux COVNM et conduit 7 : anomalies flux Pb/Cd+Hg+Tl/ As+Se+Te/Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Znet vitesse d'éjection trop faible,**

- Rapport APAVE - Four 25000 campagne bois - mesure du 19 au 20/12/2023 - **conduit 1 : anomalies flux NOx/COVNM/Poussières/Pbet vitesse d'éjection trop faible,**

- Rapport APAVE - conduits 3 et 4 cyclo-dépoussiéreurs ligne 25000 et 30000 - mesure du 13/10/2023 - **conduits actuellement non réglementés (cf PAC cyclofiltre) - pas d'anomalie,**

- Rapport APAVE - Four 25000 et 27000 campagne bois - mesure du 18 au 12/03/2024 - **conduit 1 : anomalies flux Poussières/COVnm/Nox/Cadmium et vitesse d'éjection trop faible et conduit 7 : anomalie flux NOx/HAP/(Cd+Hg+Tl)/Pb et vitesse d'éjection trop faible,,**

Après examen, il s'avère que le prestataire APAVE n'effectue pas de correction du % d'O<sub>2</sub> de référence sur la mesure de débit.

L'exploitant a indiqué avoir échangé avec l'organisme agréé à ce sujet. Ce dernier a répondu qu'il n'effectuait pas d'erreur de calcul.

Pour rappel, en cas de correction du % d'O<sub>2</sub> de référence (sur gaz humide), la concentration et le débit sont corrigées selon les formules reprises en annexe.

Le flux corrigé s'exprime donc par concentration corrigée x débit corrigé.

Par ailleurs, à titre d'exemple, vous trouverez en annexe des valeurs de flux modifiés après correction d'O<sub>2</sub> sur gaz humides pour le rapport de l'APAVE ligne 27000 bois de mars 2023 et 25000 luzerne de mai 2023. **Les valeurs de flux recalculées montrent néanmoins des écarts pour les SOx sur la ligne 27000 bois et en poussières sur la ligne 25000 luzerne.**

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas indiqué avoir engagé un plan d'actions pour l'identification des causes des dépassements des flux et de la VLE mentionnés dans les rapports de contrôle au titre de l'année 2023 afin d'y apporter des mesures correctives.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart C7 de la visite précédente est partiellement maintenu et reformulé :

Ecart PdC n°6 : L'exploitant ne respecte pas les concentrations et les flux applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7 et les vitesses d'éjection sont trop faibles sur les conduits 1 et 7.

De plus, une demande de résorption de cet écart a été rappelé dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier d'un plan d'actions pour l'identification des causes des dépassements des flux et de la VLE mentionnés dans les rapports de contrôle au titre de l'année 2023 afin d'y

apporter des mesures correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Emissions diffuses et envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envols poussières diffuses
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de luzerne et de pulpe en attente de traitement, les mesures suivantes sont mises en œuvre sur l'aire de réception afin de prévenir l'envol de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aire de réception des pulpes et de la luzerne en attente de traitement est limitée à une surface de 3 200 m<sup>2</sup>. Cette aire est constituée de 2 zones de 1 600 m<sup>2</sup> de surface unitaire, délimitée chacune au sol par un marquage adapté. Tout stockage des pulpes et de la luzerne en attente de traitement en dehors de cette aire de réception est interdit ;</li> <li>- Les véhicules de livraison sont conçus pour limiter l'envol de poussières au moment des opérations de déchargement. Ces véhicules sont maintenus fermés jusqu'à l'opération de déchargement ;</li> <li>- Un dispositif coupe poussière d'une hauteur minimale de 2 m et d'une longueur de 75 m est mise en limite Sud et Est de l'établissement afin de capter les envols générés au droit de l'aire de réception et de chargement des trémies. L'intégrité de ce dispositif est régulièrement vérifiée. La hauteur de stockage de la luzerne et de la pulpe sur l'aire de réception ne dépasse celle du dispositif coupe poussière ;</li> <li>- Les avaloirs de collecte des eaux de ruissellement situés à proximité de l'aire de réception et de chargement des trémies sont régulièrement curés afin de prévenir l'accumulation de poussières ;</li> <li>- Les tapis d'alimentation des foyers biomasse sont tous équipés d'un dispositif capoté ;</li> <li>- Un capot est mis en place au niveau des trémies de recyclage des fines dans le process.</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

**Constat précédent :**

**C10 : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants (poussières) compte tenu de la présence d'une fuite de sciures de bois au niveau du moyeu du tapis d'alimentation de la ligne 27000 et compte tenu de la chute des poussières issues des cyclones finisseurs de la ligne 27000 tombant dans une benne non capotée extérieure et soumise aux vents.**

**Réponse du 13/12/2023 :**

Les travaux de remplacement des brosses de notre tapis d'alimentation de la ligne 27000 ont été réalisés le 21/07/2023. Ces travaux ont supprimé l'échappement de poussières au niveau du moyeu du tapis d'alimentation. Afin d'éviter l'occurrence de cette fuite, la vérification de cet équipement a été ajoutée à notre plan de maintenance. De plus, des brosses sont stockées sur notre site afin de réaliser leur remplacement dans les plus brefs délais. Vous trouverez ci dessous les photos attestant du remplacement des brosses.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des brosses sur le tapis d'alimentation.

Les travaux d'aspiration des fines issues des cyclones finisseurs seront achevés le 14/12/2023. Cette aspiration permet la réintroduction dans le système afin d'éviter la chute de celles-ci dans une benne de récupération. Cette chute de fine entraînait un rejet important de poussières diffuses. La mise en place de ce système d'aspiration a un impact sur la réduction de poussières diffuses.

Veuillez trouver ci-dessous les photos de la mise en place de cette ligne d'aspiration (encadrée en rouge).

Lors de la visite, l'inspection a constaté le dispositif de récupération des fines.

Les fines issues des cyclones finisseurs tombent dans un bac fermé. Un flexible d'aspiration relié à une vis transportent les fines jusque dans le bâtiment usine pour être réintroduites dans le process au niveau de la granulation.

**Aussi, l'écart C10 de la visite précédente (risques chroniques) est soldé. Pas d'écart constaté le 27 juin 2024. Le projet de mise en demeure est donc devenu sans objet.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 8 : (ex point 13) Aménagement de la ligne 27000 – bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions sonores

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

La ligne de séchage 27 000 est conçue, exploitée et fait l'objet d'un plan de maintenance permettant de prévenir les impacts et les nuisances acoustiques en réduisant à la source les bruits générés.

Les dispositions suivantes, ou tout dispositif dont l'exploitant justifie une efficacité comparable sur la base d'une note technique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, sont notamment mises en œuvre :

- Le ventilateur du four est équipé d'une isolation phonique ;
- Le broyeur est positionné dans une fosse insonorisée ;
- La trémie bois et son moteur sont dotés d'un écran acoustique ;
- L'ensemble des moteurs des foyers est capoté ;
- Les convoyeurs sont capotés ;
- Les pièces du tambour sécheur susceptibles de générer des bruits mécaniques sont maintenues convenablement lubrifiées ;
- les éventuelles ventelles sont conçues pour limiter les bruits lors de leur fermeture ;
- des bardages acoustiques sont mis en place autour des cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur ;
- Le refoulement du groupe froid est équipé d'un silencieux ou cet équipement est installé dans un bâtiment équipé de dispositifs d'insonorisation.

**Constats :****Constat précédent :**

**C14 : L'exploitant ne justifie pas des caractéristiques acoustiques du calorifuge apposé sur les cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur. (ex C16)**

**Réponse du 13/12/2023 :**

Nous avons questionné la société ayant réalisé la pose du calorifuge (société MKI). Elle nous a confirmé que, compte-tenu de l'usage premier de ce type de laine de roche en tant que produit d'isolation thermique pour matériels à haute et moyenne température, le fabricant n'a pas évalué sa caractéristique acoustique.

L'inspection prend note de la réponse et constate que les éléments transmis dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale étaient erronées sur ce point.

Aussi, l'exploitant doit transmettre à Madame la Préfète une demande de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral avec tous les éléments d'appréciation au titre de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

**Dans l'attente, l'écart C14 de la visite précédente (risques chroniques) est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à Madame la Préfète, au titre de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, une demande de modification des prescriptions de l'article 6.1.1 de son arrêté

préfectoral du 28 décembre 2021, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en conformité acoustique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés à du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).   Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Ajouter tableau</p> <p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé à l'annexe II du présent arrêté.</p> <p>Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...) :</li> <li>- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <div> <p>Un arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 a été notifié à la société SIDESUP pour une mise en conformité de ses installations existantes sous 18 mois. En effet, les mesures acoustiques présentaient d'importants dépassements en ZER.</p> <p>En l'absence d'une conformité acoustique dans le délai imparti par la mise en demeure, un arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 08/09/2023 a été notifié à l'exploitant.</p> <p>Depuis la notification l'exploitant a procédé à plusieurs phases de mises en conformité avec essais de réception acoustiques à l'issue des ces phases. A l'issue des phases 1 et 2, les émissions sonores des installations dépassaient toujours les VLE en ZER.</p> </div>

A date de la présente inspection, l'exploitant est en phase 3 de la mise en conformité acoustique.

En mars et avril 2024, il a procédé à la mise en place de mesures correctives sur les sources sonores identifiées (gaine en sortie ACS et écrans acoustiques et silencieux au niveau de l'extraction de la salle électrique) dans l'étude du prestataire Décibel France.

Il reste l'installation de silencieux au niveau des cyclofiltres. Ce retard est du à la nécessité d'une étude de charpente pour accueillir ces silencieux. Il est désormais prévu le montage des silencieux en S26 et une mesure des émissions acoustiques des installations en S27.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux de charpente ont terminé le lundi de la semaine 26 et que les silencieux doivent être installés à compter du lundi de la semaine 27 comme prévu au calendrier.

La mesure réglementaire des émissions sonores du site est désormais prévue début juillet. Le rapport est quant à lui prévu pour fin juillet/début août.

A noter qu'initialement la phase 3 devait être achevée en avril avec réception acoustique pour début mai 2024.

A noter également que les cyclofiltres sont des installations nouvelles. Le dossier de porter à connaissance en lien avec ces équipements et les éléments recueillis lors de la visite d'inspection du 19/04/2023 indiquaient qu'ils ne seront pas de nouvelles sources sonores. Or, force de constater que ce n'est pas le cas.

**Aussi, l'exploitant doit s'assurer de la conformité acoustique théorique des équipements et dispositifs qu'il envisage de mettre en place sur ses installations avant mise en place effective.**

Dans le cas où les mesures correctives seraient insuffisantes, l'exploitant n'a, à date de la visite, pas entamé de phase 4 mais elle n'est pas exclue. En effet, il attend de recevoir les résultats de la mesure acoustiques.

Si les sources sonores résiduelles seraient dues à un problème d'isolement acoustique bâtimentaire plus global, il envisage de réaliser un étude technico-économique.

Compte tenu de ce qui précède,

**Ecart PdC n°9 : L'exploitant ne justifie pas d'une conformité acoustique de ses installations notamment dans les zones à émergence réglementée au travers d'un rapport d'étude acoustique. De plus, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 n'est pas respecté et l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 08/09/2023 est également maintenu.**

**Nota : L'étude acoustique doit être réalisée dans des conditions représentatives de fonctionnement et par défaut les plus pénalisantes. Aussi, les mesures acoustiques et notamment la campagne de mesures acoustiques finale doit être réalisée lors du fonctionnement en simultané des 3 lignes de déshydratation.**



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôles des émissions acoustiques des installations à l'issue de la phase 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 10 : (ex point 14) Ressource en eau-moyen de défense

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyens de défense extérieur contre l'incendie :</p> <p>Le site dispose :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose ou s'assure de la disponibilité d'une lance auto-propulsive. Dans le cas d'une mise à disposition contractualisée, l'exploitant est en mesure de justifier que le délai de mobilisation de cette lance est compatible avec la cinétique de développement du phénomène dangereux d'un incendie couvant dans le stockage de pellets, de sciures de bois ou plaquettes forestières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat précédent :</u></p> <p><b>C5 : L'exploitant ne dispose pas sur site ou ne peut pas avoir à disposition une lance autopropulsive. (ex C12)</b></p> <p><u>Réponse du 13/12/2023 :</u></p> <p>Nous avons réceptionné la lance auto propulsive commandée auprès de la société PONS à la date du 02/11/2023. Cette lance auto propulsive est stockée sur notre site dans un stockage dédié. Comme préconisé dans notre arrêté préfectoral, cette lance sera mise à disposition au SDIS en cas de nécessité.</p> <p>Veuillez trouver ci-dessous le bon de livraison, les photos de cette lance ainsi que de son lieu du stockage.</p>

<p>L'inspection a constaté visuellement la présence de la lance auto-propulsive dans son local de stockage.</p> <p><b>Aussi, l'écart C5 de la visite précédente (risques accidentels) est soldé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Ressource en eau-moyen de défense-réserves incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyens de défense extérieur contre l'incendie :</p> <p>Le site dispose :</p> <p>[...]</p> <p>- deux réserves incendie à l'air libre nommées 5008 ou Nord et 5009 ou Sud, correspondant aux bassins de rétention et bassin d'attente avant épandage, d'une capacité unitaire utile de 900 m<sup>3</sup> et implantées à moins de 150 mètres du risque à défendre[...]</p> <p>La réserve incendie 5008 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement. La réserve incendie 5009 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat précédent :</u></p> <p><b>C6 : L'exploitant ne justifie pas de la pleine capacité unitaire de 900 m<sup>3</sup> des ses 2 réserves aériennes nommées 5008 et 5009.</b></p> <p><u>Réponse du 13/12/2023 :</u></p> <p>Afin de justifier la pleine capacité unitaire de 900 m<sup>3</sup> de nos 2 réserves aériennes nommées 5008 et 5009, nous avons mis en place dans chacune de ces réserves, une jauge permettant d'évaluer leur capacité unitaire. L'installation de ces jauges s'est terminée le 01/12/2023.</p> <p>Nous sommes à ce jour (11/12/23) à une capacité de 1650 m<sup>3</sup> (900 + 750). Nous avons réalisé des travaux de conformité sur nos cannes d'aspiration pour donner suite aux recommandations du SDIS 45 lors de leur test sur notre site. Ces travaux ont été achevés sur les</p>

deux bassins le 24/11/2023. Le SDIS 45 a validé nos travaux lors d'un test de ces cannes d'aspiration réalisé le 29/11/2023. Nous avons mis en place, suites aux recommandations du SDIS 45, la signalétique pompier correspondante à ce type d'installation le 05/12/2023. Veuillez trouver ci-dessous les photos de nos cannes d'aspiration après travaux.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des jauges dans les bassins Nord et Sud. Ces bassins présentaient une pleine capacité des besoins en eau.

L'inspection a également constaté la présence des cannes d'aspiration pour chaque bassin avec les prises de raccordement pour le SDIS.

**L'écart C6 de la visite précédente (risques accidentels) est soldé. Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Propreté des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, propreté local biomasse

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2023

**Prescription contrôlée :**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

**Constats :**

**Constat précédent :**

**C8 : L'exploitant ne maintient pas propre et ne procède pas à un nettoyage régulier du local biomasse de la ligne 27000 afin d'éviter la présence d'amas de poussières et matières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion.**

**Réponse du 13/12/2023 :**

Suite à l'inspection du 19/04/2023, un nettoyage complet du local a été réalisé par notre équipe. Afin de maîtriser la propreté de ce local, un suivi de nettoyage de ce local a été mis en place. Veuillez trouver ci-dessous des photos du local biomasse ainsi que qu'un extrait du suivi de nettoyage de ce local complété par nos équipes.

Carnet de suivi de nettoyage du local biomasse du mois de novembre.




<p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le foyer biomasse de la ligne 27000 était propre. A noter que dans l'ensemble, les installations étaient propres le jour de la visite. L'exploitant a également indiqué avoir installé un défineur en amont de l'ensilage. Cet équipement réduit fortement les poussières fines présentes avec les pellets avant ensilage limitant ainsi la présence de poussières dans les magasins de stockage.</p> <p><b>L'écart C8 de la visite précédente (risques accidentels) est soldé. Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Surveillance des retombées de poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2021, article Art. 3.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement. Dans un délai de 4 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de surveillance qu'il se propose de mettre en oeuvre. Il met en oeuvre ce plan dès la première campagne de séchage de la luzerne. La surveillance se déroule sur une période qui ne peut être inférieure à 1 mois, et qui inclut tout ou partie des mois de mai et de juin.</p> <p>Les résultats de ces surveillances sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après la fin de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la surveillance a été effectuée du 16/05 au 17/06/2024. Le rapport n'est pas encore disponible à date de la visite.</p> <p>A posteriori de la visite, par courriel du 03/07/2024, l'exploitant a transmis le rapport de surveillance des retombées de poussières n°134238100-001 établi par l'APAVE.</p> <p>En conclusion, le rapport indique « <i>Cinq points (points 1, 2, 4, 5 et 6) sont inférieurs à 150 mg/m2/j qui est considéré comme empoussièrément faible sur une moyenne annuelle.</i></p> <p><i>Le point 3 est compris entre 150 mg/m2/j et 250 mg/m2/j qui est considéré comme empoussièrément moyen sur une moyenne annuelle.</i></p> <p><i>Concernant le point 3 : l'entreprise STRUDAL réalise une activité de concassé de béton à l'arrière de l'entreprise qui est susceptible de générer de la poussière et donc susceptible de majorer les résultats. »</i></p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Installations de transfert de pellets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de transfert de pellets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A.  Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>B.  Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>[...]</p> <p>C.  Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.</p> <p>Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.</p> <p>Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.</p>
<b>Constats :</b> <p>cf annexe PdC n°14 et 15</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans les magasins de stockage et le circuit d'ensilage, il n'est utilisé que des transporteurs à bandes.</p> <p><b>Ecart PdC n°14 : Absence de double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes des silos 1 et 2.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection n'ayant contrôlé que l'asservissement des silos 1 et 2 lors de la visite, l'exploitant doit justifier que le double asservissement est bien opérationnel sur les silos 3 et 4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Transporteurs à bandes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]
<b>Constats :</b>  <div><p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué n'utiliser que des transporteurs à bandes dans les magasins de stockage.</p><p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des bandes ont été remplacées récemment.</p><p>A posteriori de la visite, par courriel du 03/07/2024, l'exploitant a transmis des devis du 15/01/2024 de la société FICAP signés pour des travaux au 12/02/2024 Ces devis mentionnent que la bande du silo 4 et la sangle de l'élévateur silo 2 sont ISO 340.</p><p>Néanmoins, l'exploitant ne justifie pas du caractère non propagateur de la flammes des bandes suivantes (liste non exhaustive) :</p><ul style="list-style-type: none"><li>- bande située dans le magasin usine,</li><li>- bande extérieure entre le magasin usine et le silo 3,</li><li>- bande du silo 3,</li><li>- bande entre le silo 3 et le silo 4,</li><li>- bande entre le silo 4 et la société USCP,</li><li>- bande extérieure entre le bâtiment usine et le silo 1,</li><li>- bande du silo 1,</li><li>- bande entre le silo 1 et le silo 2,</li><li>- bande du silo 2.</li></ul><p><b>Ecart PdC n°15 : L'exploitant ne justifie pas que l'ensemble des bandes transporteuses installées dans les installations sont non propagatrices de la flamme.</b></p></div>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre des justificatifs attestant que les bandes installés dans les installations sont non propagatrices de la flamme ou qu'elles n'ont pas été remplacées depuis la parution de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 conformément au dernier alinéa de l'annexe III de cet arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 16 :** Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1, 7.1 et 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dossier de porter à connaissance des cyclofiltres

**Prescription contrôlée :**

Art. 3.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.[...]

Art. 7.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Art. 7.2.2

[...]

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit:

- zone 20: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal où n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

[...]

**Constats :**

cf annexe PAC cyclofitres

**Ecart PdC n°16 :** Absence d'affichage du zonage ATEX 22 au niveau des cyclofitres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera de la mise en place de l'affichage du zonage ATEX des cyclofiltres.
Par ailleurs, l'exploitant doit justifier d'un test du détecteur de rupture associé à l'évent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 17 : Bilan annuel épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel épandage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale;</li> <li>- les dates d'épandage ;</li> <li>- les parcelles réceptrices et leur surface ;</li> <li>- les cultures pratiquées ;</li> <li>- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;</li> <li>- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;</li> <li>- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.</li> </ul> <p>Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.</p> <p>A chaque fin de campagne d'épandage, des fiches d'apports parcellaires sont transmises aux agriculteurs.</p> <p>Elles comprennent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la référence de la parcelle,</li> <li>- les surfaces et quantités épandues,</li> <li>- les cultures pré et post-épandage,</li> <li>- la date de l'épandage,</li> <li>- la date d'implantation de la CIPAN (culture intermédiaire piège à nitrates) ou de la culture dérobée, si les épandages sont réalisés à l'automne avant ou sur ces cultures,</li> <li>- l'apport d'azote total et disponible réalisé ainsi que le coefficient « effet direct » à prendre en compte pour l'établissement du plan de fumure azoté à réaliser à la sortie de l'hiver,</li> <li>- l'apport des éléments fertilisants P (phosphore) et K (potassium) lorsqu'il est significatif, avec un conseil pour une gestion pluriannuelle de la fertilisation.</li> </ul>
<b>Constats :</b>



L'exploitant a présenté le bilan annuel d'épandage pour l'année 2023.  
Ce bilan n'amène pas de remarque.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite